



# ÉQUITERRE : DE L'IDÉALISME À L'ACTION INDIVIDUELLE ET POLITIQUE

*Sidney Ribaux en collaboration avec Annie Rochette<sup>1</sup>*

## **INTRODUCTION**

La mondialisation rapide des échanges commerciaux au cours des dernières décennies a entraîné une exacerbation des impacts négatifs du système économique dominant sur les plans social, environnemental, culturel et politique à l'échelle de la planète. La précarisation du travail, la dégradation des conditions des travailleurs, la perte de contrôle des États dans de nombreuses sphères maintenant dominées par les multinationales, les atteintes à la qualité de l'environnement et la concentration des entreprises sont quelques exemples seulement des grandes tendances qui touchent les sociétés du Sud et du Nord, de diverses manières et à des degrés divers.

En parallèle, il s'opère une prise de conscience de plus en plus aiguë chez une partie importante de la population de cette situation qui fait peser des menaces bien réelles sur une multitude de valeurs promues par la société (démocratie, identité culturelle, qualité de l'environnement, santé, justice, etc.). La population saisit également de plus en plus les liens d'interdépendance qui existent entre les diver-

<sup>1</sup> Texte préparé dans le cadre du projet « Du local au mondial : construire la démocratie » 2004-2006 du Carold Institute ([www.carold.ca](http://www.carold.ca)).

ses facettes des activités économiques et leurs répercussions. Une nouvelle conscience sociale alliant des valeurs humanistes et écologistes émerge donc dans de nombreuses sociétés. C'est dans ce contexte que l'organisme Équiterre a été fondé à Montréal, en 1993, par des jeunes Québécois désireux de contribuer à la mise en œuvre d'un développement durable fondé sur l'équité entre les groupes sociaux, les sociétés et les générations, et sur le respect des écosystèmes.

Équiterre a choisi de concentrer ses interventions sur la stimulation de l'action citoyenne. Misant sur la responsabilité des individus par rapport à la création et à la résolution des problèmes dénoncés, notamment par leurs pratiques courantes de consommation, l'organisme tente de susciter la prise de conscience de ces individus et de les amener à modifier leurs comportements pour les rendre plus écologiques et équitables. Si une telle stratégie peut sembler, à première vue, ne pouvoir obtenir que des changements ponctuels et relativement anodins, elle contribue, en fait, à bâtir progressivement un réel mouvement citoyen motivé par une volonté de changements profonds et à long terme de la société. Le principe moteur du projet Équiterre réside donc dans le fait que chacun des gestes très simples que les citoyens sont invités à poser quotidiennement est un pas vers une prise de conscience plus globale et d'autres actions menées sur le plan politique.

La présente étude de cas vise à exposer la stratégie d'intervention privilégiée par Équiterre en rappelant ses principes fondateurs et ses approches d'intervention. Elle explique comment la stratégie adoptée par l'organisme reprend le modèle des mouvements de boycott du Mahatma Gandhi et de Martin Luther King qui ont mené les citoyens vers un objectif plus grand : dans le premier cas, l'indépendance de l'Inde et dans le second, l'affranchissement des Noirs américains. L'étude de cas précise comment Équiterre met en œuvre ses principes dans chaque campagne, projet et programme. Elle conclut en tirant des leçons de son expérience pour la construction d'un monde plus juste, plus démocratique et plus écologique à l'échelle locale et à l'échelle internationale.

## **ÉQUITERRE, UN ORGANISME D'ACTION CITOYENNE**

### **ORIGINE ET FONDATION**

Équiterre est un organisme sans but lucratif (OSBL) écologiste<sup>2</sup> qui œuvre à la promotion, auprès de la population, de choix et de pratiques de consommation écologiques et socialement équitables. Fondé en 1993 et nommé, au départ, A

<sup>2</sup> Selon l'acception large du terme « écologiste » qui, à l'instar du concept de développement durable, englobe aussi bien les aspects sociaux et économiques qu'environnementaux.

SEED (Action pour la solidarité, l'équité, l'environnement et le développement), l'organisme s'est incorporé en 1995 avant d'être renommé Équiterre en 1998.

Il a été créé par des jeunes québécois ayant participé aux activités préparatoires du Sommet de la Terre tenu à Rio de Janeiro, en 1992. Ces jeunes ont été profondément touchés par les problèmes mondiaux abordés tels que les changements climatiques, la perte de biodiversité, la pauvreté, les iniquités Nord-Sud ou les impacts du système économique, du commerce et des accords financiers. Ils ont aussi été ébranlés par la difficulté à trouver des solutions. La création d'Équiterre, qui se veut un mouvement d'économie solidaire, de protection de l'environnement et de justice sociale, leur a permis de participer à la naissance d'une vision commune du développement durable, tenant compte d'une multitude d'enjeux sociaux, culturels, économiques et environnementaux.

### MISSION ET VISION

Le but ultime d'Équiterre est d'introduire un changement de société favorable sur les plans social, économique et environnemental pour favoriser l'accroissement du bien-être de tous les citoyens. Pour y arriver, l'organisme s'est donné comme mission l'éducation et la sensibilisation du public par rapport aux enjeux sociaux et écologiques des choix de consommation en s'appuyant sur la recherche et en visant une application pratique, au quotidien, de différents gestes concrets. Équiterre intervient aussi publiquement pour faire connaître ses positions et il participe aux processus démocratiques et citoyens en vue d'influencer les décideurs et de favoriser la mise en place de structures sociales correspondant à sa vision.

À la suite de la réflexion stratégique qu'il a menée après 10 ans d'existence, en 2003, il a défini une nouvelle mission afin de mieux refléter l'évolution et les préoccupations actuelles. Ce nouvel énoncé statue qu'« Équiterre contribue à bâtir un mouvement citoyen en prônant des choix individuels et collectifs à la fois écologiques et socialement équitables<sup>3</sup> ».

L'inscription formelle des concepts de « mouvement citoyen » et de « choix collectifs » dans l'énoncé de mission d'Équiterre, bien qu'ils étaient déjà présents à l'esprit de ses artisans, vient accentuer l'orientation de l'organisme, notamment auprès des partenaires, des bénévoles et du public à sensibiliser. Équiterre a également revue sa vision et compte devenir, d'ici 2012, « un leader d'un mouvement faisant du Québec une société exemplaire en ce qui concerne les choix écologiques et socialement acceptables<sup>4</sup> ».

<sup>3</sup> Équiterre, *Rapport annuel*, 2002.

<sup>4</sup> *Ibid.*

## **STRUCTURES**

Équiterre a adopté une structure organisationnelle qui repose d'abord, pour l'action quotidienne, sur ses employés, mais qui est également ouverte aux membres. Une telle structure suppose une vie démocratique dynamique au sein de l'organisme puisque ce sont les membres, réunis en assemblée générale, qui déterminent ses orientations et qui élisent son conseil d'administration.

Au 31 décembre 2004, l'organisme comptait 2 061 membres en règle répartis ainsi : 1 986 individus et 75 organismes, fermes et corporations. Tout au long de l'année, ces membres sont invités à participer à de nombreuses activités qui contribuent à accentuer leur sensibilisation et à consolider les liens entre les divers groupes constituants, ce qui assure la cohésion de l'ensemble.

Le conseil d'administration d'Équiterre se réunit quatre fois par année. Il se compose de huit membres dont sept viennent de divers secteurs, soit du milieu communautaire, environnemental, universitaire, agricole, financier, public, etc. Un poste dans chaque secteur est réservé à un employé. Le coordonnateur général et les coordonnateurs de programmes et de services participent, sans droit de vote, à toutes les séances du conseil.

Outre les membres et le conseil d'administration, une trentaine d'employés participent activement au développement de l'organisme, à l'établissement des orientations et des plans d'action. Les employés sont divisés en huit équipes : une pour chacun des quatre programmes, une pour chaque campagne transversale (changements climatiques et consommation responsable) et deux autres (administration et communications) en appui aux six premières. Des stagiaires se joignent régulièrement aux équipes permanentes. Enfin, Équiterre peut compter sur de nombreux bénévoles qui soutiennent l'organisme de diverses manières.

## **PROGRAMMES ET PROJETS**

Équiterre poursuit sa mission au moyen de quatre programmes éducatifs : commerce équitable, agriculture écologique, transport écologique et efficacité énergétique. Chacun comporte différents projets sectoriels qui sont en rapport les uns avec les autres. Le nouveau plan stratégique vient accentuer encore davantage l'intégration des programmes et des projets autour d'orientations partagées. L'organisme mène aussi deux campagnes transversales qui associent l'ensemble de ses objectifs. La première, sur la consommation responsable, résume l'action éducative d'Équiterre alors que la deuxième, sur le changement climatique, intègre plusieurs préoccupations politiques d'Équiterre touchant l'énergie, le transport, l'équité Nord-Sud et l'agriculture.

## FINANCEMENT

Contrairement à certaines ONG québécoises et canadiennes, Équiterre suit rigoureusement son plan d'action tel qu'il a été adopté par ses membres. L'organisme conçoit d'abord ses programmes et ses projets, puis il cherche des bailleurs de fonds qui partagent ses priorités. Cette approche a favorisé une grande diversification des sources de financement, comme l'illustre la figure ci-dessous. Ainsi, outre les revenus tirés de la vente de services et des dons d'individus, Équiterre peut compter sur l'appui de plus d'une trentaine de bailleurs de fonds. Cela lui assure la stabilité et l'indépendance nécessaires à la poursuite de sa mission.

Répartition des revenus de l'année 2004



## LES FONDEMENTS DE L'ACTION D'ÉQUITERRE

### PRINCIPES FONDATEURS

Les artisans d'Équiterre ont adopté des principes permettant de traduire leurs aspirations écologistes et humanistes : le développement durable, la démocratie, la défense de l'environnement, l'équité et la responsabilité citoyenne.

L'adoption et la mise en application de ces principes à l'échelle de la société exigent de responsabiliser les citoyens par rapport à leurs actions et aux conséquences de leurs choix. Une telle responsabilisation suppose que les citoyens aient la capacité d'évaluer les conséquences de leurs gestes, de choisir des alternatives et de les mettre en œuvre. Équiterre tente donc, par ses actions, de renforcer cette

capacité individuelle et collective. Il le fait de diverses manières : en fournissant l'information nécessaire; en proposant des solutions de rechange aux pratiques préjudiciables; et en œuvrant à la transformation des structures sociales qui entraînent l'adoption de comportements durables ou qui maintiennent les comportements indésirables des individus et des collectivités.

À partir de sa perception claire des impacts, à l'échelle mondiale, des gestes posés ici quotidiennement, Équiterre a adopté la philosophie : « penser globalement, agir localement ». Son leitmotiv est de faire passer les citoyens à l'action.

### **UN MOUVEMENT CITOYEN PAR UNE APPROCHE ÉDUCATIONNELLE DE CONSOMMATION RESPONSABLE**

Conformément aux principes de démocratie et de responsabilité citoyenne que met de l'avant Équiterre, le changement social souhaité doit venir de la population. Cependant, dans une société fortement axée sur l'individualisme où la participation à la vie publique ne vise pas toujours le bien commun, il est illusoire d'espérer créer, à court terme, un mouvement de masse par une approche strictement politique. S'il est essentiel que les citoyens soient informés des impacts du système économique actuellement dominant, plusieurs d'entre eux, bien qu'ils soient touchés par le message, se sentent écrasés devant l'ampleur des phénomènes et impuissants devant leurs implications. D'autres, qui sont davantage mus par des valeurs individuelles, se sentent peu interpellés par les exhortations à l'action si cette dernière se situe strictement sur le plan politique.

Selon un sondage de la firme CROP, les Québécois qui partagent les valeurs d'Équiterre sont entre autres – fait étonnant – individualistes. Il s'agit, pour une bonne part, d'épicuriens qui apprécient la bonne cuisine, les produits artisanaux, aiment prendre soin de leur santé, etc. Ces personnes constituent maintenant 16 % de la population totale, un pourcentage qui augmente rapidement. Leur mobilisation peut donc contribuer, dans une large mesure, au changement social recherché.

Afin de rallier ces citoyens aux militants et d'atteindre ainsi la masse critique susceptible d'entraîner le reste de la population, Équiterre a décidé de miser principalement sur des actions très concrètes à l'échelle locale, voire individuelle. C'est pourquoi l'organisme a opté pour une approche progressive de consommation responsable, facile à comprendre, qui correspond aux valeurs des individus à mobiliser et qui est relativement simple à mettre en œuvre. Une telle stratégie peut sembler paradoxale au premier abord. Au lieu d'attaquer de front le système économique à transformer et le message médiatique de surconsommation diffusé. Équiterre propose de « naviguer » sur ce message corporatif et d'y intégrer des valeurs plus écologiques et socialement équitables. Ainsi, l'organisme ne tente pas de diaboliser la consommation. Il dit plutôt : ACHETEZ local, ACHETEZ

équitable, ACHETEZ des vélos, ÉCONOMISEZ en utilisant les transports publics... La pensée d'Équiterre rejoint, ici, les notions de boycott et, surtout, de *buycott* (boycottage des achats). Cette pensée participe aux nouveaux mouvements sociaux qui investissent la sphère économique pour passer leur message politique militant et amorcer un changement social.

### APPROCHE POLITIQUE DU BOYCOTT ET DU *BUYCOTT*

Les intentions à l'origine d'un boycott peuvent être d'ordre multiple. Le boycott des raisins de la Californie visait au départ à améliorer les salaires ainsi que les conditions de travail et de vie des travailleurs, en grande majorité des migrants. Par la suite, le mouvement a élargi ses objectifs afin d'attirer l'attention sur les effets nocifs des pesticides pour la santé et pour l'environnement. Le boycott des tissus anglais fut lancé par Gandhi et ses partisans en réaction à l'arrivée massive de ces tissus peu dispendieux fabriqués par l'industrie textile du Royaume-Uni qui avaient inondé le marché indien et menaçait l'industrie textile du pays. Ce boycott et d'autres, qui menèrent à un vaste mouvement de désobéissance civile, ont été l'étincelle qui a finalement mené à l'indépendance de l'Inde.

Le « *buycott* », quant à lui, est en général perçu seulement comme une façon d'amener des changements corporatifs : acheter les produits de petits commerces locaux plutôt que de gros distributeurs, amener Starbucks à vendre du café équitable... Évidemment, les consommateurs de produits équitables sont relativement conscients de la pauvreté dans le Tiers-monde, de l'iniquité du système commercial mondial et d'autres questions connexes, notamment les impacts des accords de libre-échange. Cependant, réformer l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'est pas un objectif explicite du commerce équitable.

C'est ici que l'approche d'Équiterre diffère. L'organisme recourt au commerce équitable et en fait la promotion en tant que moyen d'amener les gens à agir, à s'informer et à se soucier des actions de l'OMC, bien que cet objectif ultime soit difficile à atteindre. Il applique le même principe à ses autres programmes. Ainsi, le programme d'agriculture écologique fait connaître aux consommateurs soucieux de leur santé des alternatives à l'approvisionnement alimentaire conventionnel tout en diffusant de l'information sur les dessous du système agroalimentaire. De cette manière, on amène les citoyens, de plus en plus conscientisés, à revendiquer une réforme générale des structures qui soutiennent ce système. Le programme de transport écologique, au lieu de se poser en mouvement antiautomobile, propose l'approche du « cocktail-transport » qui encourage les gens à diversifier leurs modes de transport en choisissant les plus appropriés à leurs besoins. Cette approche entraîne systématiquement la diminution de l'utilisation de la voiture, mais elle mène aussi le citoyen à se questionner sur la pollution subie, entre autres, par les cyclistes, sur les réductions du financement public du trans-

port en commun, etc. En somme, Équiterre propose non pas une simple réforme corporative, mais un équilibre délicat entre une réforme corporative, une législation forte et un rôle accru pour l'économie sociale.

Cette idée de l'évolution des actions individuelles vers une revendication, voire une organisation collective qui introduit des changements plus profonds et permanents (par exemple, la généralisation des principes du commerce équitable à tout le commerce jusqu'à ce que le commerce équitable devienne la « norme » ou encore la transformation de l'agriculture de façon à faire de l'agriculture biologique le modèle courant), s'inspire du concept d'*innovation sociale*. Jean-Marc Fontan (1998) le définit en ces termes :

*[...] une action permettant la création de nouvelles structures sociales, de nouveaux rapports sociaux, de nouveaux modes de décision. [Elle] naît d'une prise de conscience des transformations à apporter dans la société. Elle s'enracine dans la mesure individualisée, puis collectivisée, de l'écart existant entre une situation de fait et jugée inacceptable ou insatisfaisante et une situation souhaitée ou désirée [...]*<sup>5</sup>.

Ce passage du simple *buycott* corporatif à l'action politique qui vise à obtenir des changements plus globaux et plus profonds se fait par la sensibilisation, l'éducation, l'information continue et l'incitation à l'engagement par l'exemple. Les divers modes d'intervention élaborés par Équiterre permettent justement cette progression de l'action citoyenne. Au-delà de l'éducation et de l'information transmise, les projets concrets de l'organisme sont des exemples d'alternatives à suivre et un encouragement pour les citoyens à passer eux-mêmes à l'action. Les individus constatent que le changement est possible et reprennent le contrôle de leurs décisions; ils passent ainsi de l'état de consommateurs passifs à celui de « consomm'acteurs ». De gestes posés de façon plus ou moins consciente, les choix de consommation deviennent une façon de traduire ses valeurs et sa vision de ce que devrait être le système économique. La consommation devient politique, comme l'exprime le slogan que véhicule Équiterre : « Acheter, c'est voter! »

## INTERVENTION DU LOCAL À L'INTERNATIONAL

Toutes les actions d'Équiterre sont liées aux questions mondiales et, par conséquent, aux mouvements mondiaux de citoyens. Qu'il s'agisse de la production et de la consommation d'énergie, du transport, de l'agriculture biologique ou du commerce équitable, l'organisme tente de sensibiliser population aux conséquences, à l'échelle mondiale, des gestes posés ici. Par exemple, dans le dossier des transports, il mène des actions à des échelles géographiques très diverses qui vont de l'échelle locale à l'échelle nationale :

<sup>5</sup> Jean-Marc Fontan, « Innovation sociale et société civile québécoise », *Possibles*, vol. 22, n° 3-4, 1998, p. 116-135.

## ■ ÉQUITERRE : DE L'IDÉALISME À L'ACTION

- pressions pour l'aménagement d'une piste cyclable dans le quartier Côte-des-Neiges de Montréal;
- pressions contre l'augmentation des tarifs du transport public à Montréal;
- participation à l'élaboration du plan de développement durable de Montréal;
- participation aux consultations sur le plan de développement durable du Québec;
- participation au Comité consultatif canadien Rio+10;
- pressions en faveur de la ratification du Protocole de Kyoto par le gouvernement canadien.

Équiterre est également associé à de nombreux réseaux partout dans le monde de façon virtuelle par Internet, mais aussi par des conférences et des réunions spéciales comme celle organisée par la Fondation Carold.

### ASPECTS DISTINCTIFS D'ÉQUITERRE

Désireux de dépasser la dénonciation et la revendication, les fondateurs d'Équiterre ont misé sur l'élaboration de solutions aux problèmes perçus plutôt que de se centrer sur ces problèmes. Dans ses interventions, l'organisme a ainsi choisi de privilégier une attitude constructive devant les situations contraires à ses valeurs, qu'il considère comme des occasions de rappeler l'existence d'alternatives. Il œuvre donc d'abord à l'élaboration et au développement d'alternatives concrètes.

Tout en partageant la vision de bien d'autres ONG, il s'en distingue par ses approches d'intervention. À l'opposé de Greenpeace, par exemple, qui mène des campagnes sur les OGM, la perte de diversité biologique, les changements climatiques, etc., Équiterre propose des exemples de développement durable dans divers secteurs d'activité. D'ailleurs, les titres de ses programmes sont évocateurs à cet égard : Transport écologique, Efficacité énergétique, Agriculture écologique et Commerce équitable.

En raison de son adhésion au concept de développement durable, Équiterre intègre dans ses actions aussi bien les préoccupations sociales et économiques que les préoccupations environnementales. On trouve rarement chez d'autres groupes ce genre de vision globale et sa traduction en actions concrètes. L'évaluation et la compréhension des problèmes économiques et écologiques mondiaux ainsi que la mise en œuvre de stratégies d'action locales en réponse à ces problèmes constituent une autre particularité d'Équiterre. Cette situation n'est pas unique au Canada, mais elle demeure tout de même rare.

Aujourd'hui, les mouvements antimondialisation et altermondialistes se tournent régulièrement vers Équiterre en tant qu'allié naturel. Son approche constructive

de promotion de solutions attire de nombreux militants qui cherchent à passer à l'action. Ils adoptent spontanément les propositions d'Équiterre parce qu'elles constituent un message facile à utiliser pour mobiliser les jeunes en 2005. Ainsi, il est plus simple et plus motivant de parler des impacts du commerce international par l'exemple du commerce équitable que d'expliquer les tenants et aboutissants des accords de l'OMC ou de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). Radical dans ses valeurs et sa volonté de réforme, Équiterre s'est ainsi rapidement imposé comme précurseur de la « génération de Seattle ».

Cela n'empêche pas Équiterre, contrairement à de nombreux autres groupes, de considérer nécessaire l'établissement de liens entre les mouvements antitraités et les gouvernements œuvrant au bien commun afin d'éviter que la situation en reste à la confrontation stérile. L'organisme assure donc aussi un lien entre ces deux groupes. À titre d'exemple, il a conjointement organisé, en septembre 2003, le premier Symposium international sur le commerce équitable, à Cancún, à quelques pas de l'endroit où se tenaient les négociations officielles de l'OMC. Les ministres de plusieurs États ont participé au Symposium, soutenant les initiatives qui y étaient proposées tout en étant souvent incapables d'atteindre, à l'OMC, un équilibre entre les objectifs commerciaux et humanitaires de leurs pays respectifs.

## **DES ACTIONS INDIVIDUELLES POUR BÂTIR UN MOUVEMENT CITOYEN**

### **LA CONCEPTION ÉDUCATIVE DES CAMPAGNES, DES PROJETS ET DES PROGRAMMES**

Chaque programme, projet ou campagne de sensibilisation d'Équiterre est élaboré en lien avec un secteur de l'activité humaine qui présente des enjeux cruciaux pour l'avenir de la planète. Ainsi, l'organisme conduit deux campagnes de sensibilisation qui se concrétisent par les actions menées dans ses quatre programmes. La première concerne les changements climatiques et elle rejoint les programmes Efficacité énergétique et Transport. La participation d'Équiterre à la création récente du Centre québécois d'actions sur les changements climatiques, dont il assure aussi la coordination, s'inscrit dans cette orientation. La seconde campagne sert à promouvoir la consommation responsable et elle regroupe principalement les actions des programmes Commerce équitable et Agriculture écologique.

Les campagnes, les programmes et les projets d'Équiterre sont conçus de façon à favoriser une intégration cohérente des actions. Par exemple, la sensibilisation au commerce équitable est renforcée dans les projets d'agriculture soutenue par la communauté du programme d'agriculture écologique, qui constituent une forme de commerce solidaire « Nord-Nord ». La campagne de mobilisation *Un geste à la fois*, lancée en avril 2004, est un exemple explicite de cette volonté

d'intégration. Elle vise à susciter l'engagement des citoyens à adopter des comportements écologiquement et socialement responsables, que ce soit en matière d'alimentation, de transport ou de consommation d'énergie à la maison. Elle propose 12 gestes simples que tout citoyen peut facilement intégrer à son quotidien pour encourager l'agriculture écologique, le commerce équitable, le transport écologique et les économies d'énergie.

Chaque initiative comporte des composantes d'éducation et d'information afin de sensibiliser les individus et de les mobiliser pour qu'ils passent à l'action. Les actions concrètes proposées illustrent ce qu'Équiterre met de l'avant et montrent les possibilités d'innovation. Les interventions publiques permettent de diffuser le message, de faire en sorte qu'il soit saisi par les grands canaux de communication, puis, de cette manière, de le collectiviser en l'intégrant au discours public.

### LE PROGRAMME AGRICULTURE ÉCOLOGIQUE

Équiterre a choisi l'agriculture et l'alimentation comme secteurs d'intervention en raison de leur universalité. Son programme d'agriculture écologique est défini autour de l'acte *politique* que constitue le choix des aliments. L'organisme souhaite que l'agriculture écologique occupe une place plus importante au cœur des campagnes québécoises et soit reconnue comme vitale pour la sécurité alimentaire, la santé des milieux ruraux et la santé humaine. Par ses projets et ses campagnes de sensibilisation, le programme contribue à faire connaître les produits biologiques locaux et facilite leur distribution; il sensibilise divers groupes sociaux aux enjeux du système d'approvisionnement alimentaire actuel et il rétablit le contact entre les urbains et les agriculteurs. Ce dernier aspect est très important pour faire connaître aux citoyens urbains, que tout éloigne de la réalité agricole, la situation difficile des agriculteurs.

Le principal projet réalisé dans le cadre du programme Agriculture écologique a été la mise sur pied et la coordination, à l'échelle du Québec, d'un réseau d'initiatives de mise en marché alternative de produits agroalimentaires selon la formule de l'*agriculture soutenue par la communauté* (ASC). L'ASC propose un modèle d'approvisionnement alimentaire novateur qui est applicable à l'échelle locale, répond à des besoins fondamentaux et est susceptible d'avoir un impact économique direct. Le Réseau québécois des projets d'ASC permet à des producteurs biologiques de vendre, à l'avance, le fruit de leur récolte directement à des citoyens de leur région désirant tisser des liens de solidarité avec le milieu agricole. En moins de 10 ans, le Réseau est passé de 7 à 97 fermes qui approvisionnent maintenant environ 20 000 personnes.

Au cours des dernières années, des projets visant l'application du concept d'ASC à une échelle plus large que celle du ménage individuel ont été mis sur pied. Le projet-pilote *Garderie bio*, lancé en novembre 2002, a pour objectif de jumeler des

centres de la petite enfance (CPE) et des fermes biologiques du Réseau afin de réduire l'exposition des tout-petits aux pesticides présents dans l'alimentation. En plus d'assurer un approvisionnement en produits sains et locaux aux jeunes enfants, le projet les sensibilise, comme leurs parents et leurs éducatrices, à l'importance d'une alimentation saine et au processus de production des aliments. Des visites à la ferme pour les enfants de la ville permettent aussi de rétablir des liens entre l'agriculture et la campagne. Deux ans seulement après le début du projet, il y a maintenant 20 CPE qui s'approvisionnent directement auprès d'une ferme du Réseau de projets d'ASC.

Équiterre organise également des activités de sensibilisation et d'information sur le système agroalimentaire actuel et sur les risques qu'il pose pour la sécurité alimentaire de la population au Québec et dans le monde. Par exemple, le projet *Moi, je mange bio!* est une vaste campagne de promotion de l'agriculture biologique locale qui a été menée en 2002 et en 2003. Outre la production d'affiches et de capsules Internet, 155 activités éducatives ont été réalisées et elles ont donné lieu à 265 apparitions médiatiques. Un sondage réalisé avant et après la campagne a montré que ces efforts ont contribué à faire progresser la compréhension de ce que sont les aliments biologiques. De fait, en 2003, 64 % des répondants ont été en mesure de fournir une définition générale de l'agriculture biologique, contre 48 % en novembre 2001, une augmentation de 33 % qui peut être attribuée en partie au projet d'Équiterre.

### LE PROGRAMME COMMERCE ÉQUITABLE

Équiterre a mis sur pied le programme Commerce équitable afin de permettre aux « consomm'acteurs » de s'opposer aux inégalités des échanges commerciaux internationaux actuels en utilisant leur pouvoir d'achat. Le but général du programme est d'améliorer la compréhension qu'a le public du commerce équitable – à l'aide des exemples du café, du thé, du sucre, du cacao et de l'artisanat – afin de soutenir son développement au Canada et dans les pays en développement. Pour ce faire, l'organisme mène des actions de sensibilisation auprès du public et de divers acteurs de la société. Il contribue à l'intégration du commerce équitable dans les institutions québécoises et il collabore, avec les autres artisans du commerce équitable, au développement concret du mouvement ici et dans les pays du Sud.

Depuis 1996, Équiterre organise de très nombreuses activités de sensibilisation à la réalité des petits producteurs du Sud et aux iniquités du système d'échanges commerciaux conventionnel surtout au Québec, mais aussi dans d'autres provinces canadiennes. Partant de biens de consommation courante, l'organisme décortique les circuits commerciaux qu'empruntent ces biens, depuis les plantations dans les pays du Sud jusqu'aux commerces de détail dans les pays du Nord. Les dessous peu reluisants du système économique international et ses impacts sur les

sociétés du Sud sont clairement exposés aux populations du Nord. Ces dernières sont alors invitées à contribuer au développement d'échanges commerciaux justes qui permettent aux citoyens du Sud de retrouver leur dignité et leur autonomie, et de développer leurs communautés de façon démocratique et durable.

Ce message est transmis à l'aide de divers outils de promotion qui ciblent différents publics afin d'encourager les consommateurs à acheter des produits équitables et à réclamer ceux-ci dans les commerces. En retour, cela oblige les importateurs, les transformateurs, les distributeurs et les détaillants à s'engager dans le commerce équitable, les institutions à intégrer les produits équitables dans leurs politiques d'achat, les médias à parler du commerce équitable et de ses produits, et, enfin, les décideurs publics à adopter des mesures administratives et législatives pour rendre les structures commerciales plus justes.

En parallèle, Équiterre travaille à l'expansion concrète du réseau du commerce équitable en collaboration avec des producteurs, des distributeurs, des organismes de certification, etc. C'est dans cette optique qu'il participe au développement des structures organisationnelles des coopératives membres de la Fédération Zoque, au Chiapas (Mexique). Il mène aussi des recherches en collaboration avec d'autres organismes afin d'acquérir, d'approfondir et de partager les connaissances pertinentes au développement du commerce équitable, qu'il s'agisse d'informations sur les produits, actuels ou futurs, sur les enjeux mondiaux affectant le commerce équitable ou sur les expériences menées à l'étranger. Équiterre a aussi effectué une vaste recherche sur la situation du commerce équitable en Europe, y compris une tournée d'organismes et d'entreprises aux Pays-Bas, en France, en Belgique, en Allemagne, en Suisse et en Espagne.

## **LE PROGRAMME EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE**

Par son programme d'efficacité énergétique, Équiterre veut réduire les nombreux impacts environnementaux dus à la consommation excessive d'énergie caractéristique des modes de vie nord-américains. Il vise à sensibiliser le public aux effets des habitudes courantes, principalement le chauffage résidentiel, sur le climat, la qualité de l'air et les écosystèmes. Ayant à cœur l'équité sociale, Équiterre tente par son programme d'aider les personnes qui, par exemple, peinent déjà à payer leurs factures mensuelles de chauffage en les faisant bénéficier des économies possibles grâce aux interventions réalisées. Par ailleurs, Équiterre croit que l'efficacité énergétique doit être au centre de la stratégie de développement durable d'une société.

Équiterre a mis sur pied un programme de visites à domicile qu'effectuent ses agents accrédités par l'Agence de l'efficacité énergétique du Québec. Ces visites permettent d'évaluer les dépenses énergétiques des ménages et d'amener ceux-ci à

adopter des habitudes de consommation bénéfiques pour l'environnement et pour leur situation financière.

Équiterre se penche également sur les impacts des politiques québécoises en matière de production et de consommation d'énergie. Il a fait partie du mouvement qui, en 2004, a contraint le gouvernement québécois à abandonner le projet de construction de la centrale thermique au gaz naturel du Suroît. Ce mouvement a permis de ramener sur la place publique le débat sur les politiques énergétiques; il a forcé le gouvernement à adopter des programmes de développement de la filière éolienne et d'efficacité énergétique.

Équiterre a aussi joué un rôle très actif dans les campagnes de pressions politiques sur le gouvernement canadien afin de l'amener à ratifier le Protocole de Kyoto. L'organisme a intensifié son action dans ce secteur en participant à la mise sur pied et en coordonnant le nouveau Centre québécois d'actions sur les changements climatiques.

### **LE PROGRAMME TRANSPORT ÉCOLOGIQUE**

Par son programme Transport écologique, Équiterre œuvre à sensibiliser la population aux impacts qu'engendrent ses habitudes de transport sur l'environnement, la qualité du milieu de vie et la richesse du tissu social des collectivités urbaines et périurbaines. Ses actions visent également à aider les citoyens à changer leurs habitudes de déplacement en réduisant l'utilisation de la voiture solo. Il invite ainsi le public à passer à l'action en optant pour des comportements plus écologiques ou encore en faisant pression sur les décideurs pour les informer de ses préoccupations et de ses besoins d'infrastructures propices à des déplacements plus écologiques.

Équiterre a produit une trousse d'informations pratiques intitulée *Cocktail transport* pour aider les citoyens à adopter une combinaison de modes de transport efficaces, économiques et écologiques comme le covoiturage, le partage de voitures, le vélo, la marche ou le transport en commun. La trousse permet de découvrir comment se déplacer autrement en réduisant son impact sur l'environnement, sur la santé publique et sur son portefeuille.

Équiterre intervient aussi pour briser les obstacles aux changements de comportement en matière de transport. Pour ce faire, il propose différentes mesures que les décideurs devraient mettre en place et il établit des plans d'action pour les faire adopter. Il participe aux événements publics et démocratiques qui lui permettent de promouvoir les incitatifs et les infrastructures pour faciliter le passage de la voiture solo à un mode de vie moins dépendant de l'automobile. Il suit aussi de près les plans d'action gouvernementaux afin d'atteindre les objectifs du Protocole de Kyoto. Depuis sa création, Équiterre a participé activement à plusieurs coali-

tions en faveur du transport en commun qui avaient pour objectifs d'assurer l'accessibilité aux services de transport en commun et un meilleur financement pour leur développement.

## **CONCLUSION : BILAN ET PERSPECTIVES D'AVENIR**

Devant des crises sociales et environnementales de plus en plus alarmantes, plusieurs citoyens choisissent de se replier sur eux-mêmes. Que faire pour contribuer à lutter contre le réchauffement du climat, un phénomène complexe qui fait déjà des ravages et qui constitue, selon plusieurs scientifiques et institutions internationales, le plus grand problème environnemental de l'histoire de l'humanité ? Que faire devant les iniquités flagrantes entre nations et citoyens du monde entier ? Au Canada, nous sommes confortablement logés et nous mangeons à notre faim, mais nous devons nous indigner devant les images d'enfants, de femmes et d'hommes vivant dans des conditions de pauvreté absolues que nous transmettent nos téléviseurs. La réaction de plusieurs est toutefois de fuir ou de ne pas y penser. Les problèmes sont trop énormes, trop bouleversants.

L'expérience d'Équiterre démontre que plusieurs citoyens en ont assez d'être de simples téléspectateurs culpabilisés. Ils veulent agir. Ils veulent savoir quoi faire et par où commencer. Le citoyen, qu'il soit sans emploi ou médecin, jeune ou vieux, homme ou femme, est plutôt réceptif aux solutions qu'avance Équiterre. L'organisme lui présente une manière d'agir constructive. Ce geste qu'il posera alors transformera une crise qui semblait d'abord insurmontable en un problème qui, comme tout problème, a une solution. Il est possible de penser, de plus, que le sentiment d'avoir le pouvoir de changer les choses lui donnera le goût de poser d'autres gestes.

Lorsqu'un nombre suffisant de citoyens poseront un geste précis pour des raisons sociales ou politiques, des changements plus profonds suivront – collectifs cette fois-ci. Si chaque citoyen participe à la diminution des gaz à effet de serre en modifiant ses habitudes de consommation d'énergie et son mode d'utilisation des transports, par exemple, les entreprises et les États seront forcés de réagir. Il deviendra alors politiquement impossible qu'une société d'État se lance dans un projet polluant de production d'électricité au gaz naturel, par exemple. Une fois cet objectif atteint, les gestes qui semblaient mineurs et anodins apparaîtront comme des moyens efficaces de rassembler des masses de citoyens en faveur de changements collectifs majeurs.

Enfin, il se développe chez certains un discours railleur à l'égard du développement durable et de la consommation responsable. Certains se demandent de quelle manière on peut triompher de l'égoïsme humain et se « développer » de façon viable. D'autres pensent que « les individus et les entreprises poseront peut-

être quelques petits gestes pour se donner bonne conscience ou pour se refaire une image, mais abdiqueront devant les 'vrais' choix, plus difficiles ». Équiterre n'adhère pas à ces propos. Il est évident que la route vers un développement durable sera parsemée de faux discours et de promesses brisées. Certains abuseront du concept et de sa popularité. Les politiciens et les dirigeants d'entreprises n'arriveront pas toujours à faire tout ce qu'ils promettent. Voilà d'ailleurs pourquoi il est essentiel que des groupes comme Greenpeace et Amnistie internationale poursuivent leur travail crucial de dénonciation et de revendication. C'est aux côtés de ces organismes, qui rappellent constamment l'existence des problèmes, qu'Équiterre prend place. Sans eux, les solutions que propose Équiterre n'auraient aucun sens.

Certes, la route vers le développement durable sera difficile. La direction qu'emprunte Équiterre est, selon ses artisans, la bonne. Selon eux, changer le monde un geste (individuel ou collectif) à la fois est la seule voie qui s'offre à nous, du moins dans une société démocratique et non-violente.